

## QUATRIÈME MANDAT

## L'homme malade

**En 1853 le tsar Nicolas 1<sup>er</sup> a inventé l'expression «l'homme malade de l'Europe» pour désigner l'empire ottoman entré en déclin sur les plans économique, militaire et diplomatique depuis près d'un siècle. Le sultan-calife qui était alors à sa tête, Abdelmadjid 1<sup>er</sup>, était en excellente santé et s'efforçait, à travers le programme de réformes surnommé «Tanzimat», de redonner quelque lustre à son empire. Si ce n'est lui qui était malade, c'était donc sa nation.**

La formule sera appliquée un siècle plus tard à la Grande-Bretagne affaiblie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par la perte de son empire colonial et la récession de son économie jusqu'à l'arrivée de Margaret Thatcher. Elle remportera la guerre des Malouines, redressera l'économie et rétablira la puissance de son pays. Elle sera aussi appliquée à la Russie d'Eltsine avant qu'il n'accepte de se retirer au profit d'un inconnu, Vladimir Poutine, qui s'imposera vite comme l'«homme fort» du Kremlin mais qui saura aussi brider sa passion du pouvoir par déférence pour la Constitution de son pays et par respect pour ses compatriotes.

**Que peuvent penser de nous et de Bouteflika qui prête serment demain d'éminents personnages comme les présidents russe et turc et la souveraine du royaume britannique ? Ou'un chaâb âdhim (grand peuple) a mis à sa tête un homme maridh (malade), ou qu'un homme âdhim a mis à ses pieds un peuple maridh ?**

L'expression «homme malade» a donc été utilisée pour des empires en difficulté comme la Grande-Bretagne et la Russie, ou en voie de disparition comme l'empire ottoman. Celui-ci a été détruit par le conservatisme entêté des «ulémas» impliqués dans la vie des institutions, comme en Arabie Saoudite depuis l'instauration de la monarchie, et qui s'opposaient de toutes leurs forces à la modernisation des lois et de l'administration, à l'adoption d'idées et de techniques nouvelles et au changement du mode de gouvernance.

Le même conservatisme avait stoppé l'extraordinaire impulsion donnée dans tous les domaines à l'Égypte par Mohammed Ali au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Que dire de nous qui ne sommes pas un empire, qui ne possédons pas de colonies mais en avons été une, qui occupons les derniers rangs mondiaux dans tous les domaines, qui n'avons connu que le déclin tout au long de notre histoire, et qui sommes dirigés par un vieillard très malade ? En vérité, la locution de Nicolas 1<sup>er</sup> n'est pas applicable à nous mais aux nations qui ont été grandes, fortes, qui ont atteint la splendeur puis sont tombées de leur faste comme l'homme qui se vide de ses forces à la suite d'une altération de sa santé. Que peuvent penser de nous et de Bouteflika qui prête serment demain d'éminents personnages comme les présidents russe et turc et la souveraine du royaume britannique ? Qu'un «châab âdhim» (grand peuple) a mis à sa tête un homme «maridh» (malade), ou qu'un homme «âdhim» a mis à ses pieds un peuple «maridh» ? Je n'ai pas de réponse à cette question que j'abandonne à la perspicacité des lecteurs, ayant assez à faire avec une autre : «Où allons-nous comme ça ?» Boudiaf, que Dieu ait son âme, est mort doublement étonné. Il a été étonné à quelques secondes de sa mort

par le bruit de la grenade dégoupillée par le garde du corps né après l'Indépendance qui allait le fusiller dans le dos, lui l'initiateur de la guerre d'indépendance. Il a été étonné en 1964 par le cours pris par la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre et mettra cet étonnement dans le titre de son livre *Où va l'Algérie* ? Lors de l'audience qu'il a accordée en février 1992 aux figures de l'opposition, dont plusieurs ont quitté ce monde sans en savoir plus que lui sur le destin de l'Algérie (Ben Bella, Mehri, Kasdi, Amirat et Nahnah), j'ai essayé de lui proposer une réponse qui valait surtout pour l'avenir auquel il était venu présider. Je lui avais dit : «Monsieur le Président, vous n'avez pas affaire au peuple de Novembre 1954 mais à celui d'Octobre 1988. Vous n'êtes pour rien dans la crise algérienne, restez au-dessus de ceux qui, de part et d'autre, l'ont déclenchée...» Il en a été courroucé.

Quand on pose une telle question, il ne faut pas s'attendre à une réponse car un pays n'est pas comme un homme ou une femme qui peut répondre à une interpellation sur ses allées et venues ou ses intentions vis-à-vis de l'Histoire. Un pays est constitué de dizaines de millions d'hommes et de femmes qui peuvent aller dans une ou plusieurs directions, alléchés par des mirages, portés par une funeste résignation ou poussés dans le dos. Quand

(1990-1999), d'«Etat errant» (1999-2014), et suis persuadé que celle qui s'ouvre sera celle de l'«Etat impotent».

À l'Indépendance, la vision des autorités se voulait claire sur où nous voulions aller : construction d'un Etat moderne, mise sur pied d'une économie de développement, instruction publique généralisée, arabisation progressive, égalité entre l'homme et la femme... Dans la pratique, on prenait les mesures allant dans ce sens mais on en prenait d'autres aussi, allant en sens contraire, qui allaient dévier les premières de leurs objectifs. L'Etat moderne allait être perverti en «système» qui perdure à ce jour ; l'économie dirigée se traduit par la destruction de la valeur-travail, de l'agriculture et de l'artisanat, une dépendance de plus en plus accrue des hydrocarbures et des importations et une source de corruption ; l'instruction publique ressemble à des garderies d'enfants et d'adolescents et l'arabisation se muer en haine de la langue française et de ceux qui la pratiquent. Quant à l'égalité entre l'homme et la femme, elle fut subordonnée au code de la famille.

Ces choix ambigus allaient cliver la société en francophones et arabophones diffusant autour d'eux leur mode de pensée. Le peuple francophone est en voie de disparition et le peuple arabophone en voie de prolifération, mais le genre qui prédomine est un hybride des deux caractérisé par une effroyable chute de niveau aussi bien en français qu'en arabe. La façon dont les nouvelles générations parlent l'arabe est singulière, ne se rapprochant d'aucun accent arabe. Même la manière d'articuler les mots est étrange, évoquant des sons gutturaux.

À la désorientation favorisée par l'incapacité des autorités à faire des choix cohérents et à appliquer des réformes difficiles mais indispensables, s'est superposée une désorientation idéologique amenée par l'ouverture politique de 1989 où en un court laps de temps le pays s'est «kaboulisé». Politiquement l'islamisme n'est peut-être plus une alternative, mais culturellement il gagne de plus en plus de couches sociales. L'esprit du douar n'est pas un obstacle pour lui, il est au contraire son terrain de prédilection. Le salafisme fait des ravages, ressuscitant l'ancien maraboutisme, le fatalisme et le charlatanisme, et se pose comme un barrage sur la voie de la modernisation des mentalités. On n'a plus besoin d'aller en Afghanistan, au Pakistan ou en Arabie pour vivre comme leurs habitants, on a ramené leur mode de vie, de pensée et d'habillement intra muros. Arrê-

**Boudiaf, que Dieu ait son âme, est mort doublement étonné. Il a été étonné à quelques secondes de sa mort par le bruit de la grenade dégoupillée par le garde du corps né après l'Indépendance qui allait le fusiller dans le dos, lui l'initiateur de la guerre d'indépendance. Il a été étonné en 1964 par le cours pris par la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre et mettra cet étonnement dans le titre de son livre *Où va l'Algérie* ?**

tons-nous aux images télé que nous montre de temps à autre l'ENTV, qu'il s'agisse de sketches et pièces de théâtre des années 1940 et 1950, de films des années 1960 à 1980, ou de documentaires, reportages et émissions de l'époque. Nous voyons d'autres hommes et femmes, d'autres manières de parler, d'autres façons de s'habiller.

Il y avait dans les grandes villes des activités culturelles nombreuses et variées, des cycles de conférences publiques, des salles de cinéma et des centres culturels étrangers actifs où un grand nombre d'Al-

**Par Nour-Eddine Boukrouh  
noureddineboukrouh@yahoo.fr**



gériens se rendait pour se distraire, se cultiver, ou débattre des problèmes et des idées qui agitaient le monde. Tout cela a disparu et chaque année qui passe nous éloigne un peu plus des normes acquises tout au long du XX<sup>e</sup> siècle et qui n'ont rien à voir avec le colonialisme lui-même. C'était celles du progrès et nous venaient aussi bien d'Occident que d'Orient. L'ordre, l'esthétique, les arts, les bonnes manières avaient leur place dans notre vie. Nos rapports entre nous étaient détendus, fraternels, empreints de respect, de solidarité et de tolérance. Il y avait une joie de vivre, une insouciance quant à l'avenir, une certitude que nous étions dans la bonne direction et que nos dirigeants savaient où ils nous menaient.

Au retour en arrière sur le plan social et culturel est venu s'ajouter le choc moral causé par le 4<sup>e</sup> mandat qui va nous enfoncer dans l'«encanaillement» en livrant le pouvoir aux forces de la corruption morale et financière.

Bouteflika partira un jour ou l'autre, mais après avoir avili le pays et ses habitants plus qu'ils ne l'ont été sous tous ses prédécesseurs réunis et ses trois mandats. Ce n'est pas lui «l'homme malade», c'est lui + nous. Lui dans le corps, nous dans la tête. Portons notre esprit encore plus loin dans le passé, à la période coloniale, et posons-nous cette autre question : qu'aurait été l'Algérie d'aujourd'hui, pour nous et les Français d'Algérie, si les dirigeants de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République et les élites politiques «pieds noirs» avaient écouté les élites politiques algériennes, de l'Emir Abdelkader au GPRA en passant par l'Emir Khaled, Ben Badis, Messali Hadj et Ferhat

Abbas ? Jusqu'à l'ultime minute, le GPRA avait donné des garanties à qui voulait l'entendre que l'Algérie indépendante respecterait les droits des Français qui resteraient. Mais, à de très rares exceptions, ils ont choisi «la valise» sous la pression de l'OAS. Ce qui est intéressant dans la question n'est pas l'aspect politique car on ne refait pas l'histoire, mais les incidences économiques, sociales et culturelles qui auraient résulté pour le pays du maintien d'une minorité d'«Algériens d'origine française».